

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n°2025-57**

**ANNULE ET REMPLACE l'arrêté DCPAT-BAE n° 2023-639 du 9 novembre 2023**

**autorisant la poursuite de l'exploitation du centre de regroupement et de valorisation de déchets  
par le SITCOM Côte Sud des Landes  
sur le territoire de la commune de Bénesse-Maremne**

**La préfète,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V,
- Vu** l'arrêt du Conseil d'État n° 337143 en date du 18 février 2011, qui précise que lorsqu'une autorité compétente rapporte un acte en y apposant la formule « annule et remplace », alors ce retrait, après avoir acquis un caractère définitif, emporte disparition rétroactive de l'ordonnancement juridique de cet acte,
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets (BREF WT) relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,
- Vu** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 juin 2018,
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires des 30 mars 2023 et 9 novembre 2023,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-136-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Vu** le dossier de réexamen IED d'avril 2019 établi au titre de la rubrique 3532 (rubrique principale),
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 septembre 2023 proposant au Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour l'établissement SITCOM Côte Sud des Landes (centre de regroupement et de valorisation de déchets),
- Vu** le rapport de base transmis par voie électronique le 20 août 2024,
- Vu** le dernier projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 4 septembre 2024 par courriel,
- Vu** la réponse de l'exploitant du 6 septembre 2024 concernant le projet d'arrêté,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 septembre 2024,
- Considérant** qu'en application des dispositions du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant** que l'exploitant a remis le dossier de réexamen requis en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement en avril 2019 susvisé,
- Considérant** que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3532 « valorisation de déchets non dangereux » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF WT,

- Considérant** que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à traitement de déchets non dangereux (BREF WT), ont été publiées par au Journal Officiel de l'Union Européenne en août 2018,
- Considérant** donc que conformément aux dispositions du code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :
- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R. 515-58 du code de l'environnement sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68,
  - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions,
- Considérant** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au traitement de déchets,
- Considérant** que conformément à l'article R. 515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives notamment à la prévention de la pollution des sols,
- Considérant** qu'en l'absence de remise d'un rapport de base (ou du mémoire justificatif de non réalisation) lors du dépôt du dossier de réexamen IED d'avril 2019 susvisé, il convient d'imposer à l'exploitant au titre des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sa réalisation suivant un délai contraint,
- Considérant** que suites aux différentes évolutions réglementaires liées à la nomenclature des installations classées intervenues depuis l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 susvisé il y a également lieu de mettre à jour le tableau de classement prévu en son article 1.2,
- Considérant** que suites aux différentes évolutions réglementaires, il y a également lieu de mettre à jour les modalités de surveillance des rejets aqueux,
- Considérant** que l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2023 susvisé comporte une erreur rédactionnelle et qu'il y a lieu de la rectifier,
- Considérant** que conformément à l'arrêt du Conseil d'État précité, lorsque l'auteur d'un acte en édicte un second en apposant la mention « le présent acte annule et remplace l'acte N°... », l'auteur entend procéder non pas à l'abrogation mais au retrait de l'arrêté initial,
- Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

L'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n° 2023-639 du 9 novembre 2023 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

### **Article 2 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

#### **Article 2.1 - Bénéficiaire**

Le SITCOM Côte Sud des Landes, dont le siège social est situé 62 chemin du Bayonnais – 40230 Bénesse-Maremne, est autorisé à poursuivre l'exploitation de ses installations situées Route de Capbreton à Bénesse-Maremne, sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés, modifiées et complétées par le présent arrêté.

## Article 2.2 - Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 susvisé demeurent applicables et inchangées notamment :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
3532	<p><b>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Traitement biologique</b></li> <li>- <b>Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération</b></li> </ul>	<p><b>Compostage de déchets verts : 80 t/j</b></p> <p><b>Broyage de déchets (pour valorisation énergétique externe) : 50 t/j</b></p>	Autorisation (IED)
2718.1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 271, 2717, 2719, 2792 et 2793).</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	21,7 t	Autorisation
2780.1a	<p>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale [...].</p> <p>1. Déchets verts</p> <p>La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j.</p>	<p>80 t/j</p> <p>(40 000 m<sup>3</sup>/an)</p>	Autorisation
2791.1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	<p>300 t/j</p> <p><i>Criblage et déferrailage de mâchefers</i></p> <p>150 t/j</p> <p><i>Broyage de déchets de bois et de déchets encombrants</i></p>	Autorisation

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2515.1a	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.</p>	<p>549 kW</p> <p><i>Concassage de déchets de démolition (déchets du BTP)</i></p>	Enregistrement
2713.1	<p>Installation de transit, regroupement de déchets métalliques non dangereux (à l'exclusion des activités</p>	<p>450 m<sup>2</sup></p> <p><i>de métaux faisant</i></p>	Enregistrement



Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
	visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719). La surface étant supérieur ou égal 1 000 m <sup>2</sup> .	<i>l'objet d'une collecte sélective</i>  1 320 m <sup>2</sup> <i>d'extraits des mâchefers</i>  60 m <sup>2</sup> <i>de métaux extraits au niveau de l'atelier de broyage des déchets de bois, de tout venant</i>	
2714.1	Installation de transit, regroupement de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719). Déchets faisant l'objet d'une collecte sélective Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	7 980 m <sup>3</sup>	Enregistrement
2716.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1/ Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	30 000 m <sup>3</sup> <i>Transit et reconditionnement (mise en balles) d'ordures ménagères</i>  21 615 m <sup>3</sup> <i>Mâchefers produits par l'unité de valorisation énergétique</i>  8 000 m <sup>3</sup> <i>Déchets encombrants (DNV)</i>	Enregistrement
1435.2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	Volume annuel 320 m <sup>3</sup>	Déclaration avec Contrôle périodique
1532.2b	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	4 000 m <sup>3</sup>	Déclaration
2260.1b	Broyage, concassage [...] de substances végétales et de produits organiques naturels. 1. Pour les activités relevant du travail mécanique La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	393 kW	Déclaration avec Contrôle périodique
2517.2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes La superficie de l'aire de transit étant supérieure à	9 500 m <sup>2</sup>	Déclaration

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
	5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .		
2710.1b	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial (professionnels) de ces déchets. 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.	6,9 t	Déclaration avec Contrôle périodique
2710.2b	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial (professionnels) de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égale à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	299 m <sup>3</sup>	Déclaration avec Contrôle périodique
2715	Transit, regroupement de déchets non dangereux de verre (à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710). Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	300 m <sup>3</sup>	Déclaration

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF WT – Traitement de déchets.

### Article 3 - Cessation d'activité

Les dispositions de l'article 1.6.6. de l'arrêté préfectoral n° 2018-410 du 21 juin 2018, sont supprimées et remplacées par les présentes dispositions.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (CLP). Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 181-43 et R. 512-39-2. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

### Article 4- Entretien et surveillance des mesures de protection du sol et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions de polluants dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures,

compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

#### **Article 5 - Auto-surveillance des rejets atmosphériques canalisés**

L'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 susvisé est annulé et remplacé par les termes suivants :

Les mesures portent sur les rejets identifiés à l'article 3.2.2 de l'arrêté du 21 juin 2018 susvisé (rejet broyage DVE : Déchets Valorisables Énergétiquement).

Rejet n°1

Paramètre	Point de rejet centrale dépoussiérage (broyage DVE)	
	Fréquence	Méthodes de mesure
Poussières	Semestrielle	NF EN 13284-1

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

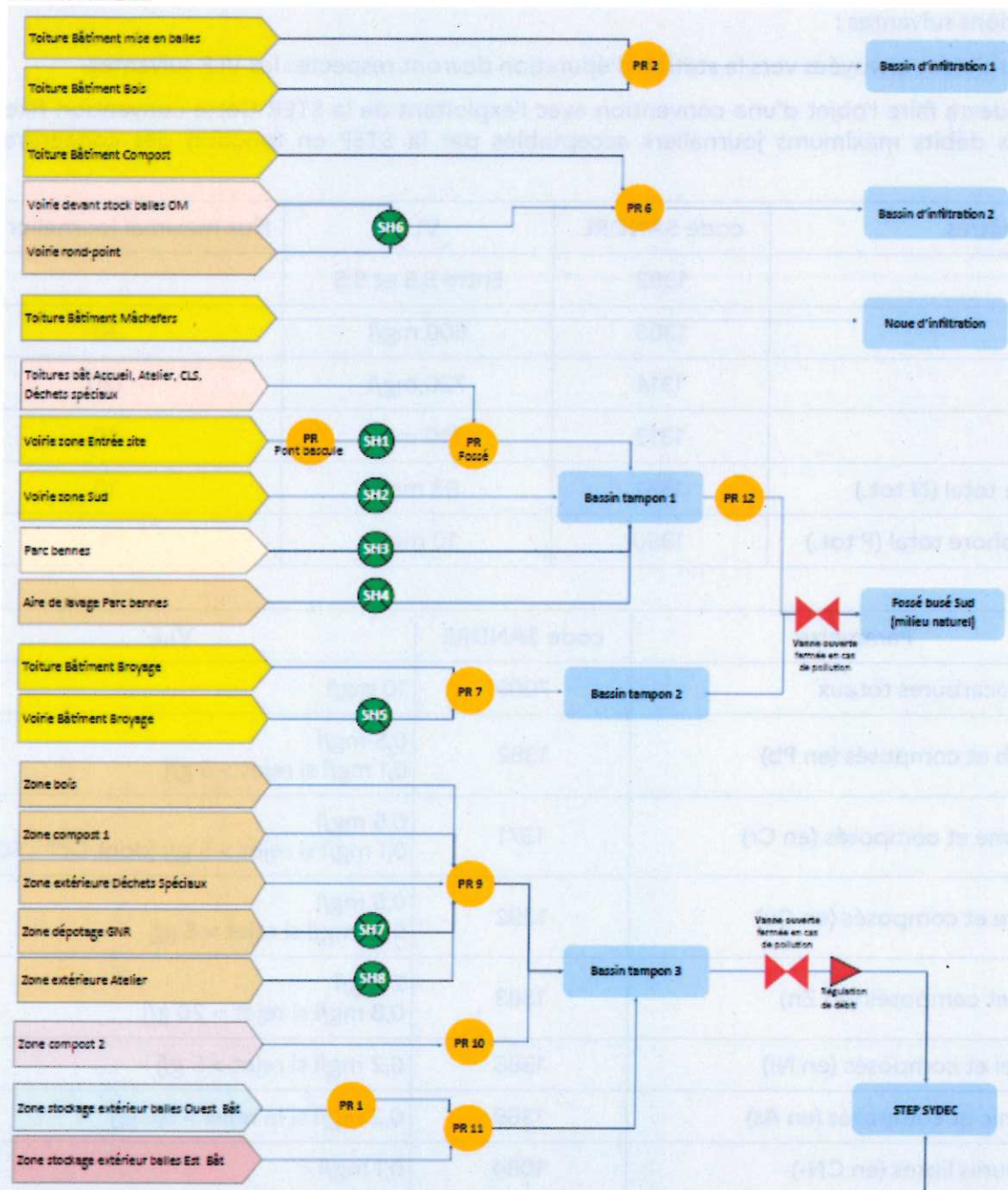
#### **Article 6 – Effluents liquides**

Les dispositions des articles 4.4.1, 4.4.3 et 4.4.6 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

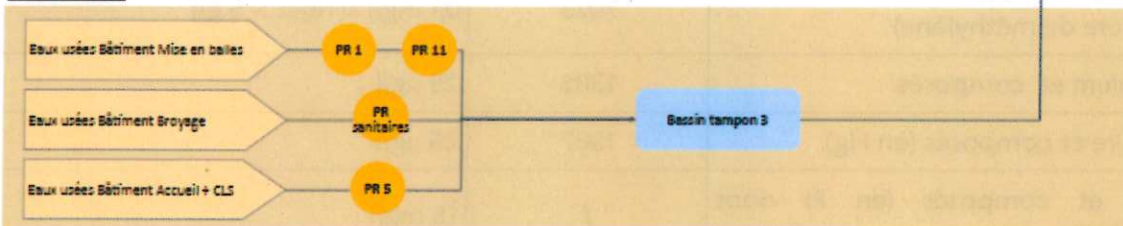
Les effluents liquides de l'établissement sont gérés de la façon explicitée par le schéma ci-dessous :

## SCHEMA DE PRINCIPE DE LA GESTION DES EAUX DU SITE ET DU REJET AU MILIEU NATUREL

### EAUX PLUVIALES :



### EAUX USEES :



Aucun déchet n'est stocké sur les zones où sont collectées des eaux pluviales rejetées ensuite par infiltration.

Aucun déchet dangereux n'est stocké à l'extérieur des bâtiments. Les zones de stockage de déchets dangereux ne sont pas génératrices de rejets aqueux. Toutes les opérations de manipulations de déchets dangereux sont réalisées dans des contenants individuels, il n'y a pas d'opération de dépotage vrac.



**Article 7 - Niveaux d'émission associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NEA-MTD) – Rejets liquides vers STEP**

Les dispositions de l'article 4.4.12 de l'arrêté préfectoral du 21/06/2018 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les eaux rejetées envoyées vers la station d'épuration devront respecter les VLE suivantes.

Ce rejet devra faire l'objet d'une convention avec l'exploitant de la STEP. Cette convention fixera, entre autre, les débits maximums journaliers acceptables par la STEP en fonction des concentrations ci-dessous.

Paramètres	code SANDRE	VLE	Flux maximal journalier (kg/j)
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5	
MES	1305	600 mg/l	30
DCO	1314	720 mg/l	120
DBO <sub>5</sub>	1313	800 mg/l	40
Azote total (N tot.)	1551	83 mg/l	10
Phosphore total (P tot.)	1350	10 mg/l	1

Paramètre	code SANDRE	VLE
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	1382	0,5 mg/l 0,1 mg/l si rejet > 5 g/j
Chrome et composés (en Cr)	1371	0,5 mg/l 0,1 mg/l si rejet > 5 g/j (dont Cr <sup>6+</sup> : 50 µg/l)
Cuivre et composés (en Cu)	1392	0,5 mg/l 0,15 mg/l si rejet > 5 g/j
Zinc et composés (en Zn)	1383	2 mg/l 0,8 mg/l si rejet > 20 g/j
Nickel et composés (en Ni)	1386	0,2 mg/l si rejet > 5 g/j
Arsenic et composés (en As)	1369	0,2 mg/l si le rejet > 0,5 g/j
Cyanures libres (en CN-)	1084	0,1 mg/l
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	7073	0,1 mg/l si rejet > 5 g/j
Cadmium et composés	1388	25 µg/l
Mercurure et composés (en Hg)	1387	25 µg/l
Fluor et composés (en F) dont fluorures	/	15 mg/l
Indice phénols	1440	0,3 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène +	/	



Paramètre	code SANDRE	VLE
Benzo(k)fluoranthène	/	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l

#### Article 8 - Niveaux d'émission associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NEA-MTD) – Rejets liquides vers milieu naturel

Les dispositions de l'article 4.4.11 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet de toute eau pluviale dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Paramètre	code SANDRE	VLE
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5
DBO <sub>5</sub>	1313	100 mg/l
DCO	1314	180 mg/l
MES	1305	60 mg/l
COT	1841	60 mg/l
Hydrocarbures	7007	10 mg/l
Azote total	6018	25 mg/l
Phosphore total	1350	2 mg/l
Plomb	1382	5 µg/l
Chrome	1371	5 µg/l
Cuivre	1392	5 µg/l
Zinc	1383	10 µg/l

La superficie des toitures, aire de stockage, voiries de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 4,4253 ha.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha, soit 222,66 m<sup>3</sup>/h.

#### Article 9 - Auto-surveillance des rejets liquides

Les dispositions de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La surveillance des rejets aqueux est effectuée **semestriellement** sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 7 et 8 du présent arrêté à l'exception des paramètres : pH, MES, DCO, azote et phosphore dont la surveillance sera **mensuelle**.

Pour les eaux pluviales rejetées au milieu, en cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence mensuelle de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Au vu des résultats de l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'installation réalisée entre novembre 2023 et avril 2024, **une surveillance des paramètres PFAS et AOF est à maintenir semestriellement.**

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21/06/2018 susvisé sont réalisées sur l'ensemble des paramètres suscités selon une fréquence annuelle *a minima*.

#### **Article 10 - Réexamen périodique des prescriptions de l'arrêté d'autorisation**

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF WT, conclusions associées à la rubrique principale définie dans le présent arrêté.

Dans ce cadre et conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet, dans les douze mois qui suivent cette publication, un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72. Celui-ci est remis en trois exemplaires et tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59-I-1°).

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R. 515-68 du code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
  - i. de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
  - ii. des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux i et ii ci-dessus.

- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement (en cas de dérogation, une évaluation des risques sanitaires quantitative est attendue).

Dans ce cas, le dossier de réexamen est soumis à la consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L. 515-29 du code de l'environnement et selon les modalités de l'article R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

#### **Article 11 - Gestion des pollutions éventuelles à l'issue des investigations environnementales**

À l'issue des investigations imposées par la remise du rapport de base, l'exploitant transmet également un rapport détaillant le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour :

- en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan « coûts – avantages » décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, environnementaux et sanitaires ;
- sinon et en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche ;
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage futur ;
- contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des milieux ;
- assurer la conservation de la mémoire et la restriction d'usage.

Les éventuelles mesures de gestion sont déployées suivant un calendrier raisonnable proposé par l'exploitant.

## Article 12 - Système de management environnemental

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental approprié et adapté à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

Ce système de management environnemental comporte les éléments mentionnés aux I., II. et III. de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

## Article 13 – Publicité

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bénesse-Maremne et peut y être consultée,
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Bénesse-Maremne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- 3° le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Landes qui ont délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 14 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le maire de la commune de Bénesse-Maremne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SITCOM Côte Sud des Landes.

Mont-de-Marsan, le 11 FEV. 2025

Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).